

Pour briser le mur du silence qui entoure les luttes en Algérie

DEPUIS LE MOUVEMENT DU PRINTEMPS 1980, NI LA RÉPRESSION NI LA DÉMAGOGIE BOURGEOISES N'ONT RÉUSSI À REFROIDIR LE MÉCONTENTEMENT GRANDISSANT DES MASSES TRAVAILLEUSES ET EXPLOITÉES EN ALGÉRIE. CELUI-CI S'EXPRIME DE FAÇON MULTIFORME : GRÈVES SAUVAGES, RASSEMBLEMENTS, MANIFESTATIONS, ÉMEUTES, DES TENTATIVES D'ORGANISATION APPARAISSENT DANS DIFFÉRENTES LOCALITÉS SUIVANT L'EXEMPLE DES COMITÉS AUTONOMES ET DE LA COORDINATION LYCÉES-UNIVERSITÉ-ENTREPRISES DE TIZI-OUZOU.

LA CENSURE PRATIQUEE SYSTÉMATIQUEMENT PAR L'ÉTAT BOURGEOIS EN ALGÉRIE ÉTABLIT MALHEUREUSEMENT UN VÉRITABLE MUR DU SILENCE AUTOUR DES LUT-

TES DES MASSES POPULAIRES ALGÉRIENNES, CONTRIBUANT AINSI À LES ISOLER LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES.

LE PREMIER DEVOIR DES MILITANTS D'AVANT-GARDE ET DES RÉVOLUTIONNAIRES EST DE CONTRIBUER DE TOUTES LES FORCES À ROMPRE CET ISOLEMENT, À APPELER À LA SOLIDARITÉ DE CLASSE ET À ENCOURAGER LA COORDINATION ET LA CENTRALISATION DES DIFFÉRENTES LUTTES ET DES DIFFÉRENTS COMITÉS AUTONOMES EXISTANTS. C'EST DANS CE SENS QUE NOUS PUBLIONS LA CORRESPONDANCE QUE NOUS AVONS REÇUE À PROPOS DES ÉMEUTES QUI ONT ÉCLATÉ RÉCEMMENT EN ALGÉRIE. NOUS APPELONS NOS LECTEURS ET SYMPATHISANTS À REPRODUIRE CETTE FEUILLE VO-LANTE ET À LA DIFFUSER AUTOUR D'EUX.

Correspondance

Le 19 Mai à BEJAIA

JUIN 1981

Le 19/5/81, une manifestation de dizaines de milliers d'étudiants, lycéens, écoliers, prolétaires et paysans ont transformé la ville de Béjaïa en une ville ouverte. Cette mémorable journée doit être prise par tous les prolétaires d'Algérie comme un exemple de lutte héroïque et d'organisation à suivre. Ce fut vraiment une journée de liberté.

Le détonateur fut la confirmation par les sources officielles (du MESRS - Ministère de l'Enseignement Supérieur...) du déplacement du projet de Centre Universitaire qui était prévu à Béjaïa à Jijel. Cette nouvelle a eu un effet de bombe à Béjaïa parce qu'on a également recueilli dans les couloirs de l'administration centrale (MESRS) que ce changement de site du Centre Universitaire constitue une mesure de représailles contre les habitants de cette région qui se sont solidarisés avec Tizi-Ouzou durant le printemps 1980.

Comment s'est organisé le mouvement ? Un noyau d'étudiants de Béjaïa qui sont éparpillés à travers les universités de Constantine, d'Alger, de Sétif et de Tizi-Ouzou - il faut aussi noter que des nouveaux bacheliers sont envoyés chaque année dans une université différente - ont pris contact entre eux et se sont réunis dans une des universités durant le mois de mars. Ce noyau a pris contact avec l'ensemble des lycées de la région et des ouvriers concentrés au niveau de la zone industrielle de la ville.

Les organisateurs, riches de l'expérience du printemps 1980, ont été intransigeants pour l'armement par tous les moyens des manifestants qui seront appelés à se défendre contre les forces de répression. Les mots d'ordre préparés à l'avance étaient :

"Contre la misère matérielle et culturelle des masses".

Le 19 mai au matin, la manifestation a démarré des principaux lycées de la ville avec quelques étudiants et lycéens qui très rapidement, avant même que la police ne s'en aperçoive, sont arrivés aux premières usines de la ville. Les manifestants forcent la grille de l'usine et demandent aux ouvriers de se joindre à eux en prenant soin de leur demander de s'armer sur le champ de barres de fer, de bâtons, de marteaux ou de n'importe quoi. Cette tactique a tellement marché et très vite que quand la police était sur place, elle s'est vue décimée et mise au pas en quelques minutes d'affrontements.

La détermination de ces masses a fait écrouler toute l'autorité du pouvoir comme un château de carton.

C'est difficilement imaginable mais c'est vrai : tout ce qui se présentait le pouvoir a quitté la ville avec une terreur inouïe. Les raisons sont simples : les masses organisées et suffisamment préparées ne peuvent être vaincues du fait de leur détermination à la lutte et à l'avantage qu'elles tirent de leur nombre. Il y a eu des résistances de l'ensemble des polices, particulièrement de la police antiprolétarienne qu'on appelle les BSP (Bureaux de Sécurité et de Prévention).

Cette police très peu connue et pourtant très expéditive, sè-

me une véritable terreur au sein de la classe ouvrière. C'est une police spécialement chargée de la surveillance des projets industriels et des ouvriers qui y travaillent. Elle est organisée en deux étages : d'abord il y a un BSP au niveau de chaque usine qui dépend du BSP installé à chaque direction générale d'entreprise. Ce BSP-entreprise est en relation directe avec une brigade spécialisée de la SM et la direction de sécurité du ministère de tutelle.

C'est précisément cette police qui a fait le plus pour liquider les manifestants de Béjaïa. Elle use de deux artifices dont un n'est pas le moindre :

1) Cette police tente d'abord d'empêcher les manifestants de pénétrer dans les usines pour qu'ils n'aient pas de contacts avec les ouvriers, mais vu le nombre de manifestants ils arrivent toujours à pénétrer par la force.

2) Quand les manifestants se mettent en contact avec les ouvriers, les membres des BSP qui connaissent par nom tous les employés de l'usine emploient un affreux chantage sur les ouvriers en faisant semblant de les convaincre mais en réalité les menaçant de représailles qui viendront après les manifestations.

Une décision salutaire des manifestants a permis de soustraire certains ouvriers craintifs à une menace qui reste toujours réelle. La tactique des manifestants consiste alors à obliger les BSP à demander eux-mêmes aux ouvriers de se joindre à la manifestation sous la menace persistante d'incendie d'usine en cas de refus d'obéissance. Bien sûr un bourgeois est toujours capable de renoncer à une journée d'exploitation pour épargner son capital.

Un cas de refus à la SNMétal s'est vu concrétisé par la destruction de la cantine (où les ouvriers étaient enfermés sous prétexte d'heure de repas). Un autre membre du BSP de la SNLB qui s'est cru malin s'était fait massacré par la foule. Vers la mi-journée quand la manifestation battait son plein, un directeur d'usine qui avait eu la trouille avait parlé de "millions" de manifestants; il a dû avoir des vertiges.

Les manifestants, à majorité prolétaires de l'industrie, se sont dirigés en "PRIORITE" en direction de l'union territoriale de l'UGTA qu'ils ont saccagé de fond en comble avec toutes les voitures des syndicalistes jaunes qui s'y trouvaient incendiées. Voilà une belle façon de régler les comptes à un syndicat terroriste. Ensuite c'était le tour du siège du FLN. Résultat : il restait les murs debout et les carcasses calcinées de toutes les coûteuses voitures noires. Quelques minutes après, c'est au tour du luxueux immeuble de la wilaya de se transformer en musée de guerre (eh oui!) A la mairie, l'accent a été mis sur la langue nationale; toutes les archives ont été incendiées (l'état-civil est arabisé à 100%)

A la Daira (sous-préfecture) la foule a décidé de mettre tout le monde sur le même pied d'égalité : toutes les difficultés qu'éprouvent les pauvres et les sans piston à acquérir un véhicule ou un passeport sont résolues de façon simple pour au moins quelques temps.

Cette manifestation a terrorisé le pouvoir à tel point que le lendemain du 19 Mai le commissaire du parti FLN de Bejaia a réuni tous les directeurs d'usines pour d'abord leur passer un savon pour leur incapacité à contenir leurs ouvriers au travail avant de leur demander conseil sur ce qu'il y a à faire à l'avenir pour que de telles choses ne se reproduisent plus.

Notons également que la répression qui a suivi la manifestation a été terrible: des centaines d'arrestations ont été opérées par les services de sécurité.

Plusieurs détenus ont été relâchés après s'être faits tabassés, mais il reste encore plusieurs dizaines de gens encore arrêtés, il est impossible pour le moment de donner un bilan précis et définitif.

Nous rappelons que nous avons déjà parlé des émeutes d'El-Asnam et de Bouira dans El-Oumami n°15 ainsi que des émeutes de Dellys et de Maela dans El-Oumami n°16.

L'armée massacre les ouvriers à Béni Merad

JUIN 1981, BENI-MERAD (BLIDA)

Les 1700 ouvriers de la base logistique de la SONATRACH de Beni-Merad (Blida) ont déclenché leur troisième grève de l'année à partir de la deuxième semaine de mai 1981 pour protester contre leurs conditions de travail et les bas salaires qui ne leur permettent plus de survivre. Lors de la deuxième grève des ouvriers de cette usine, ils ont obtenu de l'ancienne direction des promesses de revoir le système d'équipes et des avancements dans les échelons pour la grande majorité des ouvriers.

Ayant appris l'octroi de ces concessions par la direction de la base (l'usine), la direction générale de la SONATRACH a limogé toute la direction de l'usine qu'elle a remplacé par une nouvelle avec la collaboration du syndicat de cette entreprise.

Dès l'installation de cette nouvelle direction, elle fait savoir qu'elle considère comme nuls tous les engagements de l'ancienne direction vis-à-vis des ouvriers. A ce moment, les 1700 ouvriers de l'usine ont déclenché leur troisième grève avec occupation des lieux de travail; ils ont interdit l'entrée de l'usine à toute la direction. Voyant la fermeté des grévistes décidés à aller jusqu'au bout, ce qui risque de paralyser tout le secteur pétrolier - c'est cette base qui fournit les pièces de rechange à l'ensemble des usines et appareils de forage de la SONATRACH -, la direction générale a pris contact avec la fédération du pétrole de l'UGTA, le parti de Blida pour presser le wali de cette ville à faire intervenir l'armée qui brisera la grève.

C'est fait. Le jour J de l'intervention est fixé pour le lundi 25 mai. Les autorités locales de Blida (UGTA, Parti) sont venues dans la matinée annoncer aux ouvriers que le wali viendrait leur faire un discours et qu'il fallait par conséquent se regrouper dans un seul coin.

Il n'en était rien de tout cela. Le regroupement était une ruse de la bourgeoisie : ce regroupement devait permettre seulement un massacre rapide par l'armée pour que ça passe inaperçu. Pour faire durer la patience des 1700 ouvriers à rester regroupés sur une seule place, un motard officiel mis dans le coup s'est présenté à l'usine pour annoncer l'arrivée d'un instant à l'autre du wali et qu'il fallait se mettre en rang. Juste à ce moment, l'armée qui avait déjà fini d'encercler toute l'usine (de plusieurs dizaines d'hectares) a donné l'assaut et c'est le massacre.

Il y a eu quelques minutes de panique dans les rangs ouvriers mais voyant leurs camarades tomber sous les baïonnettes et les

coups de crosses, ils ont réagi tout de suite en véritables soldats de l'armée de classe. Ce fut une riposte merveilleuse : quelques centaines d'ouvriers ont vite couru vers les ateliers d'où ils sont ressortis avec des chalumeaux de longue portée. Ils ont, en quelques secondes, établi un véritable barrage de feu entre eux et l'armée. Ils ont fait autant de victimes sinon plus dans les rangs des soldats que qui ont quitté la base en laissant leurs souliers pour certains.

En moins d'une heure, les 1700 ouvriers ont repris le contrôle de leur usine. Le bilan du côté des ouvriers aurait atteint 17 morts selon certaines sources, 10 pour d'autres. Il est à signaler que la dernière victime des prolétaires a été retrouvée en décomposition dans les parages de l'usine vers la fin de la 1re semaine de juin.

Cette petite victoire ouvrière n'a duré que quelques heures, puisque l'armée a envoyé cette fois-ci son corps d'élite : l'AVIATION. En effet, l'armée a arrosé les ouvriers avec de l'acide jeté à partir d'un avion. Voilà jusqu'où nos bourgeois peuvent pousser leurs crimes. Voilà le véritable visage de notre "socialisme spécifique".

Après avoir livré un combat héroïque, les ouvriers de Beni-Merad ont mis genou à terre quand le régime a brandi un chantage sordide. En effet, la police a arrêté 70 ouvriers que le tribunal menace de condamner à de fortes peines si le travail ne reprend pas.

Le 10 juin, 40 de ces 70 ouvriers ont été présentés devant le tribunal de Blida qui devait les condamner; le chef d'accusation principal aurait été le "trouble de l'ordre public". Ce jour-là, le 10, les ouvriers de Beni-Merad ont tous rejoint leurs machines mais n'ont pas travaillé. Ils attendent le résultat du procès.

**SOLIDARITE TOTALE AVEC LES GREVISTES !
CONTRE LA REPRESSION BOURGEOISE !
LA LUTTE DE CLASSE NE FAIT QUE COMMENCER !**

Lisez et diffusez



**Les Enseignements
du « Mouvement
de Printemps »**